

auspices ; elle fut présidée par un marchand en faillite. C'était le soir, et à la lumière du gaz qu'elle avait lieu.

Un orateur exhala, à pleins poumons, le républicanisme et l'annexion qui devaient nous donner bonheur et prospérité.

Des citoyens respectables et haut placés, indignés de ce qu'ils voyaient, me conjurèrent de parler et, par un mouvement spontané, me portèrent sur l'estrade.

L'orateur annexionniste, perdant son équilibre, par le choc, pour se tenir debout, saisit le bec de gaz, qui était au-dessus de sa tête, et le rompit. La flamme montant menaçante vers le plafond, l'hôtelier effrayé courut vite à la cave détourner les sources de la lumière, et l'annexion s'éteignit ainsi dans la nuit profonde ! (Rires prolongés.)

Les républicains-annexionnistes, la rage dans le cœur, pour se venger, allèrent briser mes vitres.

Il y a de cela tantôt seize ans, et le temps n'a fait que grandir en moi le sentiment qui me faisait agir alors.

Ce n'est ni la haine ni le préjugé qui m'inspirent depuis que j'ai pu lire et réfléchir. Mon opinion est le fruit d'une conviction raisonnée.

Aussi, c'est dans l'histoire parlementaire de la Grande-Bretagne, et non dans celle des institutions américaines, que j'irai chercher la règle de conduite qui devra me guider dans la circonstance.

En 1717, le sol britannique était envahi par le prétendant. Les tories, qui n'étaient pas au pouvoir, mais qui voulaient y monter, précisément comme les hon. députés que je vois devant moi, criaient, comme eux, que l'église et la religion étaient en danger. Et remarquez bien la similitude, ils voulaient faire monter un prince catholique sur le trône. (On rit.)

Les whigs, qui gouvernaient et qui voyaient, dans l'élection prochaine, la certitude de la chute de la dynastie régnante, prirent la détermination de prolonger, sans appel au peuple, de quatre ans la durée du parlement.

Leurs adversaires crièrent, comme les nôtres aujourd'hui, à la violation de la constitution et les accusèrent d'éviter, par un moyen violent, l'appel au peuple, pour se maintenir au pouvoir.

M. GEOFFRION—Proportion gardée, il y a plus de protestants que de catholiques en faveur de la confédération.

L'HON. M. CAUCHON—D'abord, il y a beaucoup plus de protestants dans la chambre

que de catholiques. Le Haut-Canada étant tout protestant, à l'exception de deux voix, et l'opposition du Bas-Canada se prononçant comme parti contre la confédération, il n'est pas étonnant qu'il y ait proportionnellement plus de protestants que de catholiques pour la confédération. (Écoutez ! écoutez ! des bancs de l'opposition.)

Cela me conduit à dire que les institutions catholiques ont été mieux servies par des voix protestantes que par certaines voix catholiques dans la législature. Si le catholicisme a été insulté, c'est principalement par les journaux de l'opposition. (Écoutez !)

M. GEOFFRION—Le *Globe*, l'organe de l'hon. président du conseil !

L'HON. M. CAUCHON—Oui, le *Globe* a attaqué les institutions et le clergé catholique ; il avait tort, sans doute, et son propriétaire aussi. Mais dans ces moments, et notamment dans une occasion solennelle où l'hon. président du conseil accusait le catholicisme de démoraliser la société, qui est-ce qui lui a répondu longuement, et j'oserais dire victorieusement dans cette enceinte ? (Sensation !) J'ai donc le droit de dire : l'hon. président du conseil avait tort de parler et d'écrire ainsi. Il était injuste, mais au moins il était protestant et il était dans ses principes. Cependant, qu'a-t-il écrit comparativement à ce qu'ont fait certaines feuilles de l'opposition catholique, parmi lesquelles l'*Avenir* brillait au premier rang ? Celles-ci ont ressassé l'histoire du monde tout entier, depuis le commencement de l'ère chrétienne, pour en extraire les calomnies de tous les siècles, afin d'en écraser, s'il était possible, les évêques et les prêtres. Elles ont été même jusqu'à jeter de la boue à la figure de l'auguste Pontife qui préside aujourd'hui à l'église universelle ; et l'Institut Canadien de Montréal, patroné par les chefs de l'opposition, que n'a-t-il pas fait ? (Applaudissements et mouvement prolongé.)

L'HON. PROC.-GÉN. CARTIER—Et l'*Avenir*, qui disait que le Pape devait être fait maître d'école.

L'HON. M. CAUCHON—Ah ! nous les connaissons ceux qui se font aujourd'hui les défenseurs du catholicisme, ces anciens collaborateurs de l'*Avenir* ; nous savons ce qu'a fait l'*Avenir* et le *Pays* aussi en certaines circonstances. (Écoutez !)

Mais voici ce que l'on trouve dans une grande autorité constitutionnelle, dont les hon. députés ne contesteront probablement pas la valeur.